

Maroc : Un despotisme broyeur d'hommes - Construisons les outils de lutte pour sa chute

lundi 7 novembre 2016, par [Almonadil-a](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2016).

L'acte de broyer Mohcine Fikri – et de plus à Hoceima – est un signal clair : il montre et éclaire l'effroyable situation imposée à notre peuple.

Un Etat dictatorial arrogant qui ne voit le peuple et l'individu que comme une populace à dresser par la cravache, à soumettre en l'avalissant, à contraindre par la force à obéir.

Un Etat au savoir-faire perfectionné dans le crime : Il a construit des prisons secrètes (Tazmamart, Agdez, Kalaat Megouna...) et n'a jamais hésité à mitrailler les manifestants lors des soulèvements populaires (1965-1981-1984-1990...). Il a mené des campagnes de châtiment collectif (Tarmilat, Ifni, Sefrou...).

L'histoire du royaume regorge de scènes sanguinaires, de citoyen.nes soumi.es quotidiennement au bon vouloir d'une armée de fonctionnaires, de bureaucrates dont la terreur et la corruption ne connaissent aucune limite. Le paysan au fond fin du pays, le petit commerçant, le vendeur ambulant, l'artisan, et tout citoyen en quête d'un document administratif : tous subissent soumis et contraints la chape de plomb du régime despotique, son appareil bureaucratique, corrompu et sa répression.

L'ensemble de ces crimes n'est pas que l'expression d'une barbarie moyenâgeuse, elle est surtout et avant tout une répression de classe visant à casser les solidarités et briser l'unité des victimes de l'oppression et de leur organisation. Interdire aux travailleurs l'organisation syndicale et politique, au citoyen toute révolte contre la soumission et pour la dignité. Ce sont là les seules raisons qui expliquent tant d'actes de sauvagerie. La répression et le déni de dignité ne sont que la face de l'oppression de classe.

Le crime de Hoceima ne sera pas le dernier, tant que durera la dictature qui interdit toute réelle démocratie, dignité, liberté et justice pour le peuple et pour les citoyen.nes L'Etat agira comme il a toujours fait en pareils cas :

- Il y aura une « enquête judiciaire » et la loi s'appliquera en sacrifiant quelques petits fonctionnaires, en les mutant et même en les arrêtant
- Des ministres feront le déplacement de la capitale vers Hoceima comme preuve de sérieux, pour tranquilliser les indignés et pour contenir la colère consécutive au crime.

Et par la suite tout rentrera dans l'ordre. L'Etat ne lâche pas ses serviteurs et pour les rassurer qu'ils n'ont rien à craindre, ils poursuivront l'arbitraire et la sauvagerie.

Travailler à un changement qui mettra fin au despotisme et à la corruption : c'est notre seule voie pour imposer la liberté du peuple et sa dignité.

Nous appelons à la mobilisation et la protestation contre ce crime dont la responsabilité incombe totalement à l'Etat.

Nous demandons que justice soit faite contre ceux qui ont commis ce crime atroce, ceux qui ont donné l'ordre et ceux qui n'ont pas fait le nécessaire pour l'éviter.

Courant Almounadila, 5 novembre 2016
